



En ce moment, le système de "planches à billets" des banques centrales porte ses fruits et assure le re-développement économique de plusieurs nations tout en permettant à beaucoup d'Etats de se financer à bon compte.

Cela étant, tous ces milliards imprimés constituent aujourd'hui une **masse monétaire gigantesque** qui est reportée sur les grandes banques et les compagnies d'assurance, en sachant que **cette masse monétaire énorme**, que l'on appelle M3 en économie politique, **constitue vraisemblablement la prochaine crise**.

En effet, M3 est estimée aujourd'hui à plus de 60.000 milliards de dollars, soit environ 45.000 milliards d'euros, et lorsque les banques centrales du monde entier impriment 4.000 milliards supplémentaires dans l'année, la masse monétaire mondiale augmente de 7%. Or selon elles, il n'y a pas d'inflation !? En fait, M3 est devenue incontrôlable officiellement le 23 mars 2006 car, à partir de cette date, la Réserve Fédérale américaine a cessé de la publier sous prétexte qu'elle ne correspondait plus à rien !

En conséquence, un scénario peut maintenant être envisagé. Imaginez que les 5 grands dirigeants des banques centrales des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la Chine, du Japon, sans oublier la Banque Centrale européenne, décident de diviser par 10 la valeur de chaque monnaie afin d'enlever un zéro à chacune de leurs dettes. Dans ce cas-là, 100 dollars en vaudront 10, 100 euros seront portés à 10, sans oublier la même chose pour la livre sterling, le yuan et le yen.

Que cela donnerait-il concrètement ? Un renouveau économique mondial, tout simplement ! En effet, les 20.000 milliards de dollars de dettes des Etats-Unis, par exemple, n'en vaudraient plus que 2000, soit presque rien pour une nation dont le seul coût de son armée est d'1 milliard de dollars par jour ! Pour le chef d'entreprise ou le propriétaire de biens immobiliers à crédit, c'est-à-dire **pour les créateurs d'emplois**, le bénéfice serait énorme car 1.000.000€ de dettes n'en vaudraient plus que 100.000 ! En revanche, pour l'épargnant qui posséderait 100.000€ à 3% dans une banque, ce serait une catastrophe car cette somme n'en vaudrait plus que 10.000.

Bien entendu, ce que nous venons d'écrire n'est qu'une hypothèse, un scénario possible parmi tant d'autres. Pour autant, doit-il être écarté, car dans ce cas-là, les grandes banques centrales seraient arrivées à leur fin, à savoir résoudre cette crise mondiale en faisant redémarrer la croissance sur fond de refinancement des Etats à taux réduits, avant de déprécier complètement la valeur de leurs dettes et celles du privé ce qui permettrait d'assainir la situation des acteurs économiques créateurs de croissance et d'emplois.

Certes, l'épargnant serait ruiné, mais il y a toujours un prix à payer là où le propriétaire d'immobilier, d'actions, de matières premières, de métaux précieux et d'entreprises, lui, en sortirait beaucoup plus riche même si sa trésorerie devait "en prendre un coup".

Selon nous, tôt ou tard les banques centrales n'auront pas le choix, car si la "planche à billets" était le seul remède à cette crise, elles ne voudront pas retomber dans un nouveau krach dû à une masse monétaire gigantesque et prendront tout le monde par surprise en la dépréciant. D'ailleurs, un tel scénario s'est déjà produit dans le passé, car rappelez-vous que nos grands-parents comptaient en centimes plutôt qu'en francs !

Une "remise des compteurs à zéro" devrait donc intervenir quelque part dans l'avenir au niveau mondial, avec à la clef un désendettement massif des Etats, des entreprises et des particuliers qui auront emprunté ce qui constituerait la promesse d'une nouvelle prospérité mondiale.

Si tel devait être le cas, cette crise ne constituerait plus qu'un mauvais souvenir et l'avenir de nos enfants deviendrait bien plus prometteur que ce que nous pensons actuellement ! Naturellement, tous nos politiciens en sortiraient grandis !

Par contre, pour le moment, François Hollande et son gouvernement sont dans une impasse et ont apparemment décidé de réagir. Leur solution ? Réduire de 30 milliards les charges des entreprises en sachant qu'un minimum de 100 milliards est nécessaire pour rendre la France compétitive dans la mondialisation. Or, dans une France en faillite, une telle baisse, qui est absolument nécessaire, nécessite de trouver d'autres recettes.

Adieu assurance-vie... Bonjour immobilier international !

C'est pourquoi nous avons décidé d'abandonner les contrats d'assurance-vie qui sont et seront de plus en plus taxés. Même l'insaisissabilité des contrats d'assurance-vie, qui constituait le dernier grand attrait de ces contrats, vient d'être annulé.

Et pas de PERP, d'article 83 ou de loi Madelin dans votre patrimoine, car abandonner la propriété de votre capital à des banques surendettées et des Etats en faillite, même s'il y a une réduction d'impôt, relève de l'hérésie pour percevoir une rente qui sera vraisemblablement dépréciée et qui de toute façon sera largement fiscalisée.

Notons aussi que la fin des paradis fiscaux vient de rapporter 1 milliard d'euros à l'Etat, car 11 000 personnes viennent d'ores et déjà de régulariser leur situation avec Bercy !

Pour conclure, il convient d'apprécier tout le potentiel de l'immobilier aux Etats-Unis, avec ses rendements et ses plus-values potentielles après un effondrement de près de 70% !

Nous étudierons par ailleurs prochainement l'immobilier, en Thaïlande ou au Brésil par exemple, où les prix grimpent souvent de 10 à 20% par an avec un rendement locatif annuel de 7 à 12% ! C'est sur ce type d'investissements qu'il va falloir se positionner, pour des raisons de sécurité, de diversification et de rendement dans une conjoncture internationale que nous venons de vous décrire.

Didier Maurin

Didier Maurin est spécialiste du conseil en investissements financiers en France et à l'international depuis 26 ans. Il est fondateur et gérant indépendant depuis 21 ans de **Didier Maurin Finance**, Société de Conseil en Gestion de Patrimoine située à Paris et en Lorraine, et de **Katleya Gestion**, Société de Gestion de Fortune basée à Genève, depuis 2005. Il développe chaque mois dans sa lettre financière à destination de ses clients et abonnés son point de vue d'expert, parfois incisif, sur le monde économique et ses conseils avisés d'investissements.

Source : Esteval éditions – 5 mars 2014